

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 26 – du 27 juin au 4 juillet 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : L'ENJEU DES CORRESPONDANCES BANCAIRES ENTRE LES BANQUES PALESTINIENNES ET ISRAËLIENNES

Le Protocole de Paris régissant les relations économiques et commerciales entre Israël et l'Autorité palestinienne, signé en 1994 dans la foulée des accords d'Oslo, prévoyait l'établissement de correspondances bancaires entre les deux pays. Dans le cadre d'une économie « shekelisée », les deux parties avaient l'obligation d'entretenir les correspondances entre leurs établissements bancaires respectifs.

L'adoption en Israël de la loi 5776 sur le contre-terrorisme, en 2016, ainsi que de sanctions du Trésor américain, conduit les banques israéliennes à demander des garanties couvrant leurs correspondances avec les établissements palestiniens, en particulier des lettres de confort de la part des autorités israéliennes : **(i)** une première du ministère de la Justice « immunisant les banques » de toute poursuite judiciaire et **(ii)** une seconde du ministère des Finances assurant d'indemniser les banques israéliennes pour toute amende encourue à la suite de poursuites dans d'autres États.

Depuis le début de la guerre à Gaza déclenchée le 7 octobre 2023, le Ministre des Finances israélien Bezalel Smotrich menace régulièrement de suspendre ces lettres de confort. Il l'a fait une première fois au printemps 2024 à la suite de l'adoption de sanctions américaines et européennes contre les colons israéliens violents et récemment en juin 2024 à la suite de la reconnaissance de l'État palestinien par plusieurs États européens. Au printemps comme au cours des dernières semaines, la communauté internationale s'est mobilisée pour empêcher une suspension des correspondances bancaires entre établissements bancaires palestiniens et israéliens dans un contexte où les Territoires palestiniens réalisent 80% de leurs échanges commerciaux avec Israël.

Le Trésor américain a multiplié les déclarations publiques appelant les autorités israéliennes à renouveler les lettres de confort en mettant en garde contre les conséquences économiques pour les Territoires palestiniennes d'une suspension des correspondances bancaires. Celles-ci permettent en effet l'importation de biens d'une valeur de près de 8 Md\$ par an, notamment l'électricité, l'eau, l'essence et les denrées alimentaires, ainsi que 2 Md\$ d'exportations palestiniennes. Au regard de la taille de l'économie palestinienne (PIB estimé à 21 Md\$ en 2022), la remise en cause de ces échanges aurait représenté un nouveau défi d'ordre sécuritaire en Cisjordanie qui traverse déjà une crise économique sans précédent depuis plusieurs mois.

Le Ministre des Finances a finalement accepté de renouveler les lettres de confort, pour une durée de 4 mois seulement, en échange de la légalisation par le gouvernement israélien d'avant-postes de colonies en Cisjordanie.

Service Économique de Jérusalem

LE CHIFFRE À RETENIR

8 Mds \$

**IMPORTATIONS PALESTINIENNES
ANNUELLES DÉPENDANT DES
CORRESPONDANCES BANCAIRES
AVEC ISRAËL**

ÉGYPTE

1. FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Un mois après l'annonce d'un remaniement ministériel le 3 juin 2024 qui a vu le Premier Ministre Mostafa Madbouly se maintenir à la tête du gouvernement, les nouveaux ministres ont prêté serment devant le Président Abdel Fattah Al Sissi le 3 juillet 2024. Certains ministres se maintiennent à leur poste, parfois en élargissant leur portefeuille, à l'image de la Ministre de la Coopération internationale Rania Al Mashat qui se voit également confier le portefeuille de la Planification et du Développement, ou encore du Ministre des Transports Kamel El Wazir, qui aura désormais également en charge l'Industrie et obtient le rang de Vice-Premier Ministre. Ahmed Kouchouk, Vice-Ministre des Finances, notamment en charge des réformes institutionnelles et chef de file sur les négociations avec le FMI, succède à Mohamed Maait à la tête du ministère. De nouveaux ministres font leur apparition (Ministères de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, du Pétrole, des Affaires étrangères, de l'Aviation civile, de l'Électricité). Enfin, le ministère de l'Investissement et du Commerce Extérieur fait son retour après sa suppression en 2019, avec à sa tête Hassan El Khatib.

2. CONFÉRENCE D'INVESTISSEMENT UE-ÉGYPTE AU CAIRE

La conférence d'investissement Union Européenne-Égypte qui s'est tenue au Caire les 29 et 30 juin 2024 a permis la signature de 29 protocoles d'accords d'une valeur totale de 49 Mds EUR avec des entreprises européennes d'après le [discours de clôture](#) du Premier Ministre Mostafa Madbouly. Ouvert par le Président Abdel Fattah Al-Sissi et la Présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen, l'évènement a réuni plus de 1 000 participants européens et égyptiens. Les principaux accords concernent les domaines de l'énergie (dont deux projets d'hydrogène verts portés par EDF Renouvelables et Voltalia), de l'industrie, de l'eau ou encore des technologies de l'information et de communications. La conférence a également été l'occasion de la signature d'une convention de dons pour la construction de nouveaux silos de blés, financée par une subvention de 60 M EUR de l'UE et mise en œuvre par l'AFD.

3. AMÉLIORATION DE LA POSITION EXTÉRIEURE NETTE

L'Égypte a enregistré pour la première fois depuis février 2022 un surplus d'actifs extérieurs nets en partie grâce à la deuxième tranche des financements de l'accord de Ras El Hekma. Le pays enregistre ainsi

un excédent net d'actifs extérieur de 14,3 Mds USD à la fin du mois de mai 2024, contre un déficit de 3,7 Mds USD le mois précédent. Parallèlement, la position extérieure nette de la Banque Centrale d'Égypte témoigne également de ces flux de capitaux entrants avec un excédent de 9,7 Mds USD, contre un déficit de 763 M USD le mois précédent.

4. OCDE : PUBLICATION DE LA 1^{ÈRE} REVUE DES POLITIQUES DE CROISSANCE VERTE DE L'ÉGYPTE

L'OCDE a publié le 2 juillet 2024 le [premier examen des politiques en faveur de la croissance verte de l'Égypte](#), auquel la France et l'Allemagne ont contribué en tant que relecteurs. Ces examens, dont bénéficient les pays membres de l'OCDE et auxquels les pays non-membres de l'OCDE peuvent aussi accéder à leur demande, fournissent une évaluation indépendante, fondée sur des données probantes et adaptée aux spécificités nationales, des stratégies et politiques d'un pays en faveur de la croissance verte. Cet examen, qui s'inscrit dans le Programme-pays Égypte-OCDE, passe en revue les progrès réalisés en matière de développement durable et de croissance verte au cours de la dernière décennie. Il propose également 40 recommandations pour aider l'Égypte à améliorer ses performances environnementales et à poser les bases d'un avenir durable. Une attention particulière est accordée à la question de l'édification de villes climato-intelligentes, résilientes et inclusives.

IRAK

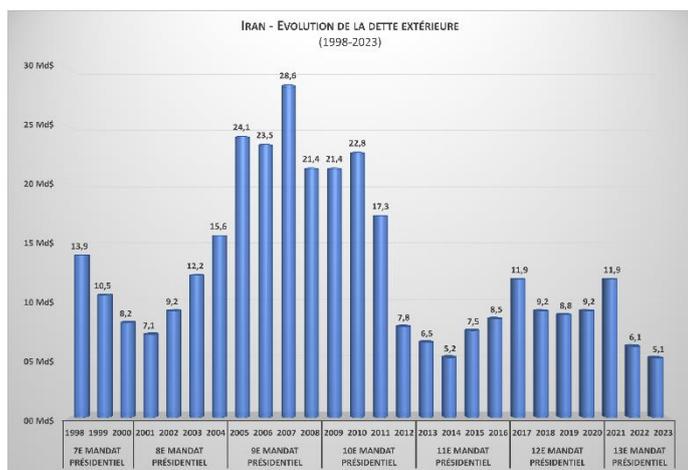
1. OCTROI D'UNE LICENCE À TOTALÉNERGIES DANS LE CADRE DU MÉGAPROJET ÉNERGÉTIQUE

La Commission nationale d'investissement a octroyé, le 1^{er} juillet 2024, une licence d'investissement pour le volet solaire du mégaprojet de TotalEnergies. L'entreprise française construira dans le sud du pays l'une des plus grandes centrales solaires du Moyen-Orient (1 GW au total), de loin la plus importante d'Irak. La première phase du projet pourrait être achevée dès 2025. Outre le volet solaire, le projet comprend **(i)** la construction d'une usine de traitement d'eau pour l'injection dans les puits de pétrole du sud de l'Irak, **(ii)** la valorisation des ressources gazières, actuellement torchées, de plusieurs champs pétroliers du sud et **(iii)** la modernisation du champ pétrolier de Ratawi.

IRAN

1. LA DETTE EXTÉRIÈRE À SON NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS 25 ANS

Selon la Banque Centrale, la dette extérieure iranienne (hors arrérages) a enregistré une contraction de 6,4 à 5,1 Mds \$ (-20 % en g.a) en décembre 2023, atteignant son niveau le plus bas des 25 dernières années. Pour mémoire, au cours du premier mandat du Président Ahmadinejad (9^{ème} mandat présidentiel), la dette publique avait atteint 28,6 Mds \$ en 2007, son niveau le plus élevé depuis la révolution islamique. Toutefois, à mesure que s'est accentué l'isolement du pays en raison de sa politique nucléaire, la dette publique a été progressivement réduite. Si elle a enregistré une nouvelle croissance au cours du 11^{ème} mandat présidentiel, imputable à la signature de l'accord JCPOA et aux investissements subséquents, la dette a repris sa trajectoire baissière après le retrait des États-Unis de l'accord nucléaire.



2. INAUGURATION DU MARCHÉ DE « L'OPTIMISATION ÉNERGÉTIQUE » À LA BOURSE DE L'ÉNERGIE

Un « marché de l'optimisation énergétique » a été inauguré à la Bourse de l'Énergie de Téhéran afin de commercialiser les « certificats d'économie de gaz ». Lors de la première phase, la Compagnie nationale NIGC offrira des certificats d'économie de gaz naturel de 25 Mm³ pour la période estivale (les six premiers mois de l'année persane) et de même volume pour la période hivernale. Le détenteur du certificat devient propriétaire du gaz naturel économisé et ce volume peut être vendu sur le marché ou utilisé durant les périodes de pénurie de gaz pour protéger les consommateurs industriels des coupures imposées par NIGC. Pour mémoire, le déficit national en gaz s'élève à 200 Mm³/jour, contraignant les industries durant la période hivernale à cesser fréquemment leurs activités pour

permettre l'approvisionnement du secteur domestique, lequel représente plus de 70 % de la consommation. En raison des déséquilibres énergétiques causés par la faiblesse de l'investissement public et les prix administrés du gaz, NIGC envisage d'attirer des investisseurs privés afin de réduire la pénurie et d'augmenter les exportations vers les pays voisins grâce aux projets d'optimisation énergétique.

3. ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES - GAFI

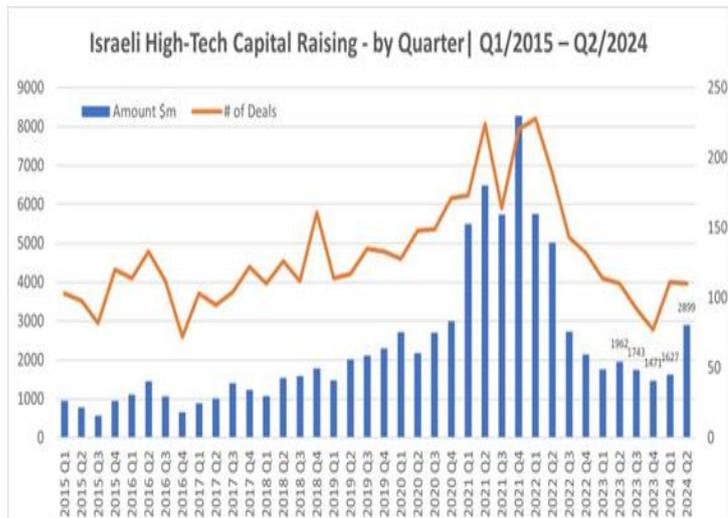
L'équipe de Masoud Pezeshkian, candidat réformiste à l'élection présidentielle iranienne – qui affrontera le 6 juin au second tour Saeed Jalili - a confirmé que la mise en conformité de la réglementation du pays avec les règles du GAFI constituerait, en cas de victoire, sa première priorité. Selon les conseillers du candidat, l'Iran aurait déjà apporté des réponses satisfaisantes à 39 des 41 demandes du GAFI selon eux. Il suffirait désormais que le gouvernement iranien adhère à la convention de Palerme ("Convention des Nations Unies sur le crime organisé transnational") sur le crime organisé pour envisager un retrait du pays de la liste noire. Selon le candidat réformiste, sans cette mise aux normes, l'Iran ne pourrait pas bénéficier d'un éventuel allègement ou démantèlement du régime de sanctions internationales qui frappe le pays depuis 2018.

ISRAËL

1. LA TECH CONTINUE D'ATTIRER LES INVESTISSEURS

Au 2^{ème} trimestre 2024 110 entreprises israéliennes innovantes ont été levés 2,9 Mds\$. C'est plus que les 1,6 Md\$ enregistrés au 1^{er} trimestre 2024 et plus que les résultats trimestriels de l'année 2023. Cette performance de la Tech israélienne est due en grande partie à la cybersécurité et à des opérations importantes menées notamment par Wiz, Cyera, Semperis et Island.

Par ailleurs, la Corée du Sud va contribuer à un fonds bilatéral destiné à investir dans une trentaine de start-ups en Israël et en Corée du Sud (robotique, semi-conducteurs, ordinateur quantique, cybersécurité, santé numérique). L'objectif est de lever 80 M\$, dont 16 M\$ proviendront de l'investisseur coréen NH Venture Investment et 32 M\$ de K-Growth (agence gouvernementale), le reste sera alimenté par la plateforme israélienne OurCrowd.



2. RÉSEAU DE TRAMWAY DE JÉRUSALEM

Selon la municipalité israélienne de Jérusalem et le Ministère des Transports, le réseau de tramway de la ville (1 ligne existante et 2 en construction) arrivera à saturation dès 2030. Un appel d'offres vient donc d'être lancé pour une étude de pré-faisabilité correspondant au creusement de deux lignes de métro avec remise des offres fin août et une durée d'étude de 25 mois. Compte tenu de la spécificité de la ville (topologie, présences de sites archéologiques, etc.) le projet s'avère complexe et ne pourrait démarrer qu'en 2040 au plus tôt. La croissance de la population (1,8 M à l'horizon 2045 pour 1,2 M actuellement) justifie cependant ce projet.

3. RÉFORME DES FORMALITÉS SUR LES PRODUITS IMPORTÉS

La première étape de la réforme « ce qui est bon pour l'Europe est bon pour Israël » vient d'être mise en route par le Ministère de l'Économie et l'Industrie.

Cette réforme vise à simplifier les formalités liées à l'importations de produits (dont la charge pouvait représenter jusqu'à 9% du cout). Dorénavant, les importateurs devront uniquement déclarer que les produits importés répondent aux exigences des normes européennes ou américaines sans avoir à produire des certificats ou des tests de conformité effectués en laboratoire, comme c'était auparavant le cas.

Les autorités attendent de cette réforme une amélioration de la compétitivité et de la diversité des produits offerts aux consommateurs.

La deuxième phase de la réforme devrait être votée à la Knesset pendant la session d'été.

JORDANIE

1. BAISSÉ DES EXPORTATIONS D'ENGRAIS ET DE MATIÈRES PREMIÈRES AU COURS DE 4 PREMIERS DE L'ANNÉE 2024

Selon le Département des Statistiques (DoS), les exportations d'engrais (2^{ème} poste d'exportation) ont diminué de -40,6 % en glissement annuel (g.a.) au cours des 4 premiers mois de l'année 2024. Les exportations de phosphate (5^{ème} poste) et de potasse (6^{ème} poste) ont également enregistré une baisse de -13,9 % (phosphate) et de -36,4 % (potasse) en g.a. Les exportations de vêtements et accessoires (1^{er} poste d'exportation) ont en revanche enregistré une hausse de +26,5 % en g.a. Au total, les exportations ont diminué de -4,3 % en g.a. et les exportations nationales – lesquelles représentent 90 % des exportations totales – ont baissé de -7,2 % en g.a. au cours de la même période.

LIBAN

1. NOUVELLE EXTENSION DE L'APPEL D'OFFRES POUR LES LICENCES D'EXPLORATION-PRODUCTION DES BLOCS GAZIERS

L'Autorité du Pétrole a annoncé avoir prolongé du 3 juillet 2024 au 17 mars 2025 l'échéance pour la remise d'offres pour neuf des dix licences d'exploration-production pétro gazière offshore. Le consortium TotalEnergies-ENI-Qatar Energy, qui détient toujours la licence du bloc 9, avait répondu fin 2023 à un précédent appel d'offres pour les licences des blocs 8 et 10, mais l'offre n'a pas été validée par les autorités libanaises. La difficulté à attirer des offres depuis plusieurs années semble suggérer un appétit limité de la part des compagnies pétro gazières, dans un contexte de nette dégradation sécuritaire et d'incertitudes sur le potentiel commercial des gisements gaziers du Liban.

2. LE RATIO REMISES DES EXPATRIÉS/PIB DU LIBAN AU 3^{ÈME} RANG MONDIAL

Selon les dernières données de la Banque Mondiale, les remises des expatriés vers le Liban ont atteint près de 6,7 Mds USD en 2023, soit l'équivalent de 30,7% du PIB. Le Liban détient alors le troisième ratio remises des expatriés/PIB le plus haut au monde.

Les remises des expatriés en 2023 sont légèrement en hausse de 4,1% par rapport à 2022 (6,4 Mds USD). Le Liban est le 31^{ème} pays à recevoir le plus de remises de la part de sa diaspora et le troisième pays arabe récipiendaire de ces fonds, après l'Égypte (19,5 Mds USD) et le Maroc (11,8 Mds USD).

En parallèle, les envois des travailleurs étrangers résidents au Liban à leurs familles à l'étranger ont atteint 1,78 Md USD en 2023, également en légère hausse (+2,2%) par rapport à 2022.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. EFFONDREMENT DU PIB AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024

Selon le Bureau central palestinien des statistiques, le PIB dans la bande de Gaza s'est fortement contracté (-86%) au 1^{er} trimestre 2024 par rapport à la même période de 2023, confirmant l'effondrement du système économique à Gaza. Le PIB au cours du premier trimestre de 2024 s'élevait à 92 M USD et le PIB par habitant en baisse de 86%.

En Cisjordanie, l'économie s'est contractée de 25%. Le PIB au cours du premier trimestre de 2024 s'élevait à 2,47 Mds USD et le PIB par habitant en baisse de 26%.

Au niveau agrégé, les estimations préliminaires tablent sur une baisse de 35% du PIB au 1^{er} trimestre 2024 par rapport à la même période de 2023. Quant au PIB par habitant en Palestine, à prix constants, il a atteint 491USD au cours du 1^{er} trimestre 2024, soit une baisse de 36% par rapport à la même période de 2023.

2. LE SECTEUR DU TOURISME À BETHLÉEM AFFECTÉ PAR LA GUERRE À GAZA

Au cours des 9 derniers mois, l'économie de Bethléem s'est de nouveau contractée, subissant les effets de la guerre à Gaza, après ceux de la pandémie du Covid 19. Cette situation affecte principalement le tourisme, principale source de revenus du gouvernorat.

Le Président de l'Association arabe des hôtels, Elias Al-Arja, a déclaré que le nombre d'hôtels dans le gouvernorat de Bethléem est d'environ 100 hôtels avec 500 chambres, et que le taux d'occupation est passé de 70% à 1% en raison de la crise, entraînant des pertes quotidiennes d'environ 300 000 USD.

Pour sa part, le porte-parole du ministère palestinien du Tourisme et des Antiquités, Jeries Qumsiyeh, a déclaré que 7 000 personnes travaillant dans le secteur du tourisme sont désormais au chômage. Il a ajouté que le ministère cherche à remédier à la situation en attirant des touristes de pays voisins (Égypte, Jordanie) ou des pays islamiques d'Asie orientale pouvant potentiellement se rendre dans les Territoires palestiniens.

SYRIE

1. PLUSIEURS ENTREPRISE ÉTRANGÈRES S'IMPLANTENT OU ACCROISSENT LEUR PRÉSENCE EN SYRIE

Au cours du premier semestre 2024, plusieurs sociétés à capitaux étrangers, principalement originaires de pays arabes ou européens, se sont implantées en Syrie.

Des investisseurs saoudiens de l'influente famille Ben Laden ont créé en janvier une entreprise de construction, Equinox Maps Contracting LLC. Une entreprise de construction émiratie, Al-Kabiri Technical Services LLC, a ouvert une succursale dans la campagne de Damas. Elle est spécialisée dans les prestations de travaux, notamment en plâtrerie, menuiserie, pose de parquet et de papier peint, réparation et entretien d'installations électriques, peinture, entretien de piscines, pose de sanitaires, plafonds suspendus et cloisons légères, ainsi que l'installation de climatisation.

Au début de l'année 2024, un investisseur roumain s'est associé à des investisseurs syriens pour créer [Zihomed LLC](#), une société commerciale spécialisée dans l'importation d'électricité et équipement d'énergie renouvelable.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4488	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,2	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	114	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,8	59,7	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,9	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr